

# Sarh TRIBUNE

Tous ceux qui se sont opposés à l'alternance par la transparence ont été contraints de l'accepter par la violence

N° 033 du 18 mai au 2 juin 2006 - troisième année - - BP 86-Sarh- Contacts 29 87 90 / 29 62 29

Sites webs: [www.sarhtribune.org](http://www.sarhtribune.org) et [www.sarh.info](http://www.sarh.info)

Récupéré N°119/CA/PRS/04 du 27 Mai 2004

Directeur de Publication : Dr Adoum NGABA WAYE

100 FCFA

## Éditorial

### Tchad : pays d'humiliation, de la désillusion et de la consternation

En 1990 Hissène Habré abandonne précipitamment le fauteuil présidentiel qu'il a conquis lui-même par les armes en chassant Goukouni. Idriss Deby entre dans N'Djamena et déclare qu'il amène au peuple Tchadien la paix. Cette paix était plutôt destinée à une infime minorité des tchadiens qui en a franchement abusé avant d'en avoir marre au point d'abandonner tous les privilèges politiques comme économiques au profit de la rébellion. Ceux qui étaient autorisés à tuer au Tchad sans être inquiétés sont les mêmes qui ont le droit de fouler aux pieds les lois, la justice et même la constitution sans rendre compte à qui que ce soit. Que n'a-t-on pas vu dans ce pays ? Des gendarmes et policiers analphabètes dirigent des Brigades et de Commissariats avec pour subalternes des officiers et des commissaires de formation. Le pire est bien évidemment à la douane ou des Inspecteurs de douanes formés dans de grandes écoles traînent désœuvrés à l'aéroport ou à Nguéli attendant l'ordre d'un illettré décrété chef de bureau. Les Tchadiens ont vécu toutes ces humiliations dans leur chair et dans leur âme espérant que tout sur cette terre ne saurait durer éternellement. De quel côté soufflerait le vent de l'espoir ? Un nom apparaît soudain dans le vocabulaire national : le pétrole. Bientôt chaque Tchadien mangera enfin à sa faim, se soignera, enverra ses enfants à l'école et se déplacera sur des routes aménagées. Mieux, une loi est même votée pour réserver une partie des revenus de notre pétrole à nos petits-fils et arrière-petits-fils. Certains damnés du Tchad disaient tout bas : enfin les détenteurs du pouvoir veulent essuyer nos larmes et nous faire oublier les humiliations auxquelles ils nous ont soumis tant d'années. Désillusion. La fameuse loi 001 vole en éclat contre la volonté de la Banque mondiale envoyant aux diables nos petits-fils. L'argent du pétrole est destiné non pas à sortir le Tchadien de l'extrême pauvreté dans laquelle il croupit depuis des années, mais plutôt à construire de somptueuses villas dans les quartiers privilégiés de N'Djamena et acheter les armes pour barrer le chemin au FUCD et au SCUD. A la promesse d'une paix illusoire faite aux pauvres Tchadiens en 1990, vient s'ajouter celle de ne toucher ni à la constitution ni se présenter aux élections présidentielles de 2006. Les Tchadiens sont à nouveau plongés dans une profonde consternation. En dépit des voix qui se sont élevées de partout pour demander à IDI de repousser les élections au profit d'un dialogue national et ce pour permettre à l'opposition d'y participer, il signe et y va seul accompagné par Chirac. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, un chef d'Etat a suscité par son comportement un désaveu global intérieur et extérieur. Les Organisations des droits de l'Homme et Associations pour la défense des libertés de presse, les prélats, notamment Evêques et Pasteurs, l'Organisation des Nations Unies et les USA, l'Union Européenne et l'Union Africaine se sont tous dressés comme un seul homme pour dire non à IDI, mais n'ont rien fait. Il est temps que ceux qui sont au pouvoir lisent sérieusement les signes du temps. Car, il n'est pas possible de confisquer indéfiniment le pouvoir au mépris des gémissements du peuple, véritable propriétaire du pouvoir. Abraham Lincoln n'a-t-il pas dit que « Nul ne peut tromper tout le peuple tout le temps ? » et tous les tchadiens ne sont pas dupes. Une des sages populaires dit que « Tous ceux qui se sont opposés à l'alternance par la transparence ont été contraints de l'accepter par la violence ». A bon entendeur salut !



La Rédaction

## POLITIQUE

### LA FRANÇAFRIQUE : une nouvelle forme de colonisation

Quelques années après les indépendances de 1960, le Suisse René Dumont publie un livre intitulé: *"L'Afrique noire est mal partie"*. Un tableau sombre, peint sur la base des différents indicateurs d'une Afrique qui a du mal à prendre son essor. Une Afrique incapable de se démarquer du paternalisme de la France Mère. Est-ce de l'Afropessimisme? R. Dumont est pourtant tiers-mondiste convaincu. Un grand avocat de la cause des pays en voie de développement qui ne rate aucune occasion de crier haro sur le néocolonialisme. Avec les événements de la guerre civile de février 1979, le Tchad s'est retrouvé dans un chaos indescriptible. Avec onze (11) tendances politico-militaires manipulées de l'extérieur, il était presque illusoire de réaliser la paix. Une véritable gageure à laquelle devait s'atteler à l'époque l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). En marge de ces événements, *Jeune Afrique* titrait à la Une d'un de ses numéros: *Tchad Etat néant*. Est-ce du Tchad pessimisme? Encore une fois, l'hebdomadaire *Jeune Afrique* est plutôt panafricaniste. D'aucuns vont jusqu'à penser que le père de l'indépendance Feu le Président Tombalbaye aurait maudit le pays (*sic*), mais pourquoi? Le 13 Avril 1975, un coup d'Etat militaire emporte Tombalbaye. Le Français Gouverneur, patron du Centre de Coopération et d'Exploitation des Renseignements (CCER), sur instruction de la haute sphère politique française, informait les putschistes plutôt que la Présidence. ! En Février 1979, Hissein Habré (Premier Ministre du Président Malloum) viole les accords de Khartoum en démissionnant du gouvernement. Conséquence: une guerre civile se déclenche. Juin 1982, Hissein Habré renverse Goukou-

ni Weddeye, Président du Gouvernement d'Union Nationale de Transition sous les yeux de la Force Africaine d'interposition et du contingent français.. Le GUNT vole en éclat avec les accords de Kano (Nigeria). En Avril 1989, Idriss Déby manque un coup de force contre Habré et s'enfuit au soudan où il rencontre Paul Fontbonne, un agent français de la Direction Nationale de la Sécurité Extérieure (DGSE). En Janvier 1989, les forces françaises au Tchad retirent leur station-radar de Mousoro et le 1<sup>er</sup> Décembre 1990, Déby entre triomphalement à NDjamena accompagné de l'agent français Paul Fontbonne. Déby instaure la Démocratie et le Multipartisme. On croyait révolue l'époque des grandes époques de la conquête du pouvoir par les armes. Au contraire, les rebellions larvées dans le Sud et le Nord du pays, les nombreuses défections dans l'Armée et surtout, les dernières velléités du Front Uni pour le Changement et la Démocratie sont venues réveiller les vieux démons de la guerre. Une fois encore, c'est le dispositif français *Epervier* qui stoppe la progression du FUCD à la porte de NDjamena par un simple tir de semonce (*sic*). Doit-on croire qu'au Tchad, l'histoire est un éternel recommencement? Entre la France et le Tchad on ne sait plus si les accords sont ceux de coopération militaire, d'assistance technique, de défense officielles ou secrètes, mais peu importe car tous ces accords n'ont de sens que le contenu que la France voudrait leur donner. Pour mémoire, après les recommandations du sommet Franco-africain de la Baule en 1989, Jacques Chirac (alors 1<sup>er</sup> Ministre à l'époque) devait contredire le Président Mitterrand lors d'une visite au Togo en clamant que: *"La Démocratie*

*est un luxe pour l'Afrique"*. C'est ça la vraie France. Une France aux discours contradictoires, en somme une France à deux vitesses. Ça s'appelle la **Françafrique**. Malheureusement, *l'histoire nous prouve au quotidien que les hommes politiques n'apprennent rien de l'histoire*. L'indifférence totale de la France aux misères de l'Afrique, son arrogance à maintenir au pouvoir les bourreaux du peuple, son interventionnisme etc., nous amène à nous poser la question de savoir, *si la France a-t-elle encore un avenir en Afrique?* Le sentiment anti-Français, semble avoir atteint son paroxysme dans les anciennes colonies françaises d'Afrique. L'implication de la France dans le génocide Rwandais, les coups d'Etat successifs au Niger après la Conférence Nationale Souveraine, le renversement de Pascal Lissouba au Congo par Sassou Nguesso avec la bénédiction de ELF, les modifications de constitutions et les réélections pour une Présidence à vie au Togo et au Gabon, le renversement de Ange Félix Patassé à partir du Tchad, la Déstabilisation de la Côte d'Ivoire, les élections très controversées de Idriss Deby et la modification de la Constitution pour un 3<sup>ème</sup> mandat et la liste peut s'allonger, sont autant de preuves d'une nouvelle forme de colonisation. *La France a la mémoire courte*. Le Tchad est en train de lui glisser sous la main comme la Côte d'Ivoire. La Politique de l'autruche, a trop souvent montré ses limites. La preuve: Idriss Deby Itno est de nouveau réélu avec 77,53 % de suffrage exprimé.

*"A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire"*.

Mamadou D.Amane

## DEVELOPPEMENT

### Atelier de formation sur le manuel de l'observateur pétrolier

*A l'occasion de l'Atelier de formation sur le Manuel de l'Observateur Pétrolier, du 21 au 22 Avril 2006. Sarh TRIBUNE a rencontré le Coordonnateur du Réseau de Suivi des Activités liées au Pétrole au Moyen-Chari (RESAP/MC) Rénoudji Djimrabaye.*

**Sarh TRIBUNE: Qu'est ce que le RESAP/MC, et qu'est-ce qui a motivé la création de cette structure?**



**Rénoudji Djimrabaye (R.D.):**

En 2001 les activités des pétroliers se sont intensifiées dans les régions du Mandoul et du Moyen-Chari, et cela sans concertation avec les autorités traditionnelles et administratives locales, les ONGs et la population. Ces activités ont beaucoup joué sur les populations qui ont abandonné leurs activités traditionnelles pour suivre les pétroliers. C'est pourquoi les ADH et les ONGs qui travaillent avec les populations locales ont décidé de créer un cadre pour pouvoir réfléchir sur la question. Informer et surtout préparer la population à affronter l'ère du pétrole.

**S.T: Le RESAP/MC est-il une structure qui se charge de former et d'informer ou alors est-ce qu'il joue un rôle d'arbitre entre les populations et ESSO en cas de conflit ?**

R. D. : Le RESAP/MC fait depuis un certain temps un travail d'information et de sensibilisation sur les enjeux du pétrole. C'est pourquoi il a amené un certain nombre de leader d'opinion sur le site pétrolier de Komé afin de pouvoir échanger avec les populations locales. Par exemple :

savoir quels sont les impacts de l'exploitation du pétrole, les avantages et les inconvénients. L'objectif du RESAP/MC est donc d'accompagner la population et les organisations de base à mettre en place des réseaux appelés : Comité Pétrole et Gestion des Terroirs (CPGT). Donc, sur la base des informations fournies, les CPGT font un travail de plaidoyer ou de pression au cas où les droits des populations ne sont pas respectés ou que l'environnement pas protégé.

**S.T: D'où vous est donc venu ce modèle d'organisation ?**

R. D. : Le RESAP/MC a été mis en place à l'image de la Commission Permanente Pétrole Locale de Moundou (CPPL) et la Commission Permanente Pétrole de N'Djamena (CPPN) qui sont des réseaux d'organisation de la société civile travaillant sur la question pétrole depuis 1996 à 1998. Donc, le RESAP/MC est une émanation de la société civile qui se positionne comme interlocuteur du consortium ou du gouvernement par rapport à la situation qui prévaut. Nous sommes une sorte d'interface qui ne se substitue pas aux organisations de base mais qui développe plutôt un partenariat avec elles afin de leur permettre de défendre leurs intérêts et leur environnement.

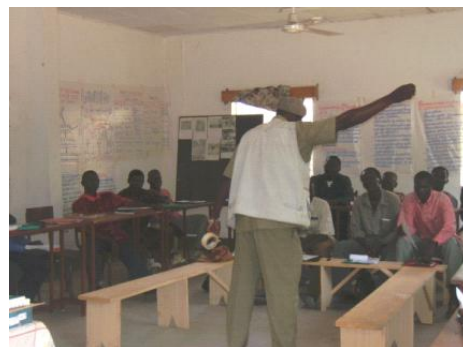
**S.T: Vous venez d'organiser un atelier de formation sur le manuel de l'Observateur pétrolier. Quels objectifs visez-vous ?**

R. D. : Je voudrais d'abord situer le cadre. Au départ, nous avons initié des démarches afin de recueillir des informations sûres autour de l'exploitation du pétrole. Malheureusement, il n'y avait pas assez d'activités des pétroliers dans le Mandoul est le Moyen-Chari. Donc, tous les mécanismes mis en place n'ont pas bien réussi. Nous avons finalement pensé qu'il était mieux de disposer d'une banque de données en collectant des informations sur les ressources naturelles, animales, végétales, sur les populations, ou la vie des communautés. Voilà pourquoi nous avons instauré le mécanisme de l'Observatoire pétrolier de Dosséo. La majorité des observateurs sont les représentants des populations locales qui devront s'occuper des différentes zones afin de faire le travail.

**S.T: L'Observatoire est-il une émanation du RESAP/MC ou une structure indépendante ?**

R. D. : C'est une émanation du RESAP/MC. C'est-à-dire que toutes les informations collectées par les observateurs sont centralisées au niveau de la Coordination. C'est une stratégie que le RESAP/MC développe pour se doter des informations fiables et de disposer d'une banque de données.

**S.T: Si vous voulez bien nous parler des dédommagements et des compensations.**



R. D. : Dans la Loi 14, dans la Convention de 2004, dans le Plan de Gestion de l'Environnement (PGE), il est clairement établi que si les dommages sont causés aux populations dans le cadre de l'exploitation du pétrole, les victimes doivent être compensées ou indemnisées. Mais très souvent, il y'a des cas d'omission et parfois la manière de faire la compensation ne respecte pas les barèmes contenus dans la fiche de compensation établie par ESSO avec le gouvernement et la société civile. Quelquefois, les autorités administratives ou traditionnelles prélèvent un taux de 5% ou 10% sur les compensations alors que c'est formellement interdit par la loi.

Mamadou Amané & Y. Ngabou

Pour des raisons liées à la formation de ses journalistes stagiaires, Sarh Tribune a dû accuser un retard dans la parution du n° 33. A cet effet, nous présentons nos excuses aux lecteurs.

## CULTURE ET RELIGION

### 8<sup>ème</sup> Edition de la rencontre des Chalumeaux à Sarh

Du 10 au 15 Avril 2006, s'est tenue à Sarh dans le Département du Bar-kôh une rencontre religieuse de grande envergure regroupant plusieurs chorales venues des différentes régions du



Tchad. Ces rencontres ont lieu tous les deux ans suivant les régions désignées. Quant à la CCDAS, elle a été créée en 1992 à Békourou dans le Département du Barh-Sara par les Assemblées Chrétiennes du Tchad (ACT). Cette organisation compte également à son actif la création d'une ferme et d'un collège. Dans ses objectifs, la CCDAS mène la lutte contre les IST/VIH-SIDA et aussi contre la pauvreté, autrement dit, pour la promotion du développement économique et holistique. L'Évangéliste St Jean, dans une de ses lettres, dit: "C'est à l'amour entre vous que l'on verra que vous êtes mes disciples". Le thème retenu pour cette 8<sup>ème</sup> Edition est: "**La dignité de la chorale dans l'église**". Il revêt une importance capitale quand on sait que « Chanter, c'est prier deux fois » le Créateur du monde. Ensuite, sont prévues pour cette rencontre diverses activités à savoir: Méditations, enseignements bibliques, présentation des nouveaux chants et des concerts publics accompagnés des danses, etc sans oublier des débats sur différents sujets d'ordre économique et social dans la vision de cette initiative. Ainsi donc, dans son mot d'ouverture, le gouverneur de la région, le général Wéding Assi Assoué, a signifié que cette rencontre est un cadre de développement économique du pays et invite les participants à être attentifs aux enseignements qui leur seront livrés. Chaque fois que la rencontre des Chalumeaux se tiendra, son bureau de 12 membres se remanie. Son nouveau président est Nguérabé Toudjibé secondé de Kagrôh Koulikos. Bref, cinq jours d'ambiance fraternelle

sont clôturés par le discours du Gouverneur Général W.A. Assoué sur la base des résolutions prises par les séminaristes. Ils se sont séparés en espérant se retrouver en 2008 à Moundou pour la 9<sup>ème</sup> Edition.

Djasrané G. et Ndangra V.

### 14<sup>ème</sup> édition des chorales protestantes du Tchad à Moïssala

Du 10 au 15 avril 2006, s'est déroulée à Moïssala la rencontre nationale des Chorales des Eglises Protestantes telles que les ACT (Assemblées Chrétiennes du Tchad), les EET (Eglises Evangéliques au Tchad) et les Eglises Baptistes, venues de différents horizons. Initiée en 1979 à Moïssala, cette rencontre a lieu tous les deux ans. L'année en cours a accueilli la 14<sup>ème</sup> Edition. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Préfet du Département du Barh-Sara. L'objectif de cette rencontre est d'aider les jeunes chrétiens à s'épanouir dans la parole de Dieu, d'évangéliser le monde et de contribuer au développement économique, spirituel et social. Le thème principal de l'année est: "**Le chrétien et le développement**" dont les sous thèmes "*Va avec cette force que tu as*" et "*Les problèmes de l'épanouissement de la jeunesse chrétienne*" sont respectivement développés par les Révérends Pasteurs Djour Jérôme et Djibéal Paul. Des sujets sur des préoccupations spirituelles, économiques et sociales ont été également débattus.

Le premier orateur, le Pasteur Djour Jérôme a insisté sur la foi dans la parole de Dieu comme une force libératrice en citant l'exemple du peuple d'Israël pendant les moments sombres. Le second orateur, le Pasteur Djibéal Paul, a, quant à lui, mis l'accent sur l'importance de l'humilité dans la vie du chrétien et la nécessité pour ce dernier de dépendre entièrement du Saint-Esprit pour pouvoir réussir sa vie sur tous les plans. Enfin, au dernier jour de la rencontre, c'est tou-

jours Monsieur le Préfet du Barh-Sara qui a clôturé les travaux de cette 14<sup>ème</sup> Edition.

Djibéal Mélanie

### 1<sup>ère</sup> session de Formation continue en journalisme à Sarh

Dans le cadre de l'encadrement des Journalistes Stagiaires, le Directeur de Publication de Sarh TRIBUNE le Docteur Adoum NGABA WAYE a initié une session de formation en journalisme du 22 /04/2006 au 06/05/2006 dans les locaux du Centre d'Apprentissage



de la langue Française (CALF). Au total neuf modules de formation ont été développés dont notamment: L'environnement juridique tchadien par Dionko Maoundé, Conseiller au HCC—Ethique et crédibilité par Digamsangdé, Rédacteur en Chef à la Station de Radio Tchad à Sarh—Le Journalisme d'Investigation par Sanodji Abiatar, Directeur du CALF de Sarh, La couverture politique par Frédéric Millet, Consultant Socio économique, Les Articles de fond et la relecture par Isabelle Saratou, Rédactrice à Sarh Tribune et enfin à la clôture formateurs et apprenants ont échangé sur les Riques du Métier. La formation qui a regroupé à la fois les journalistes de la presse publique et privé: radios et journaux de Sarh est sanctionnée par des attestations.

Mamadou D. Amané